

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Fonds de dotation
Vincent Barré**

2 Les Cinq-Rois
45220 Saint Firmin des Bois

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fonds de dotation Vincent Barré

2 Les Cinq-Rois
45220 Saint Firmin des Bois

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation Vincent Barré relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation Vincent Barré à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les Informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mai 2025

BATT AUDIT
Jehanne GARRAIT



Commissaire aux Comptes

V Barré

Dotation Vincent BARRE

31.12.2024

BILAN AU 31.12.2024

ACTIF

	31.12.2024	31.12.2023
Immobilisations		
Autres immobilisations corporelles	885 000,00	1 240 000,00
Provision pour dépréciation	-158 048,00	-402 500,00
sour total	726 952,00	837 500,00
 Actif circulant		
Disponibilités	2840,75	4 749,71
Compte à terme	15591,88	15 137,75
 Total	745 384,63	857 387,46

PASSIF

	31.12.2024	31.12.2023
Fonds propres		
Dotations pérennes consommables	1 290 500,00	1 290 500,00
Résultat en instance d'affectation	-441 032,54	-445 071,33
Perte de l'exercice	-118 722,83	4 038,79
	730 744,63	849 467,46
 Dettes		
Charges à payer	14 640,00	7 920,00
Apport en compte courant Vincent BARRE	14 640,00	7 920,00
 Total	745 384,63	857 387,46

V. Barre

Fonds de Dotation Vincent BARRE

31.12.2024

COMPTE de RESULTAT 2024

CHARGES

PRODUITS

	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	8 520,00	7 920,00
Don de 71 carnets aux beaux arts de PARIS	99 968,00	
Services bancaires et assimilés	108,96	
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées		78,96
Charges exceptionnelles		
Valeur comptable des éléments immobilisés cédés	355 000,00	20 000,00
Dotation aux provisions sur actifs immobilisés	4 048,00	
S/T	359 048,00	20 000,00
Profit de l'exercice		4 038,79
Total	467 644,96	32 037,75

	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
interets acquis sur livret A	454,13	37,75
Produits exceptionnels		
Produit des cessions d'éléments d'actif immobilisés	99 968,00	32 000,00
Reprise de provisions sur actifs cédés	248 500,00	
Autres produits exceptionnels		
S/T	348 468,00	32 000,00
Perte de l'exercice	118 722,83	
Total	467 644,96	32 037,75

V Bane

Fonds de Dotation Vincent BARRE

31.12.2024

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

immobilisations

Les oeuvres léguées par M. Vincent BARRE ont été inscrites à leur valeur de marché (prix galerie) .
Elles sont maintenues à cette valeur sauf cause particulière de dépréciation

Cette situation s'est produite fin 2022 avec la perspective d'un don et d'un legs en faveur de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts
laquelle a justifié la constitution d'une provision pour dépréciation de 402500€ portant sur 115 carnets de croquis
faisant partie des apports de 2021.

Il n'est pas pratiqué d'amortissement.

Les oeuvres ne peuvent faire l'objet de droit de reprise mais sont par contre susceptibles d'être cédées. En pareil cas, le produit
net de cession serait utilisé par le Fonds pour la couverture des frais engagés pour la réalisation de son objet social.

La diminution de ce poste en 2024 de 355000€ en valeur brute et de 248500€ de la provision pour depreciation soit 106500€ en valeur nette correspond à la valeur comptable de 71 carnets objet du legs évoqué ci-dessus .
Cette donation a été réalisée pour une valeur effective de 1408€ par carnet soit pour 71 carnets 99 968 €.

Cette opération a été comptabilisée dans un premier temps comme une cession d'actif avec un produit de cession de 99968 €.
Puis, ce produit a été neutralisé dans un deuxième temps par la constatation d'une charge d'exploitation relative au don effectué de 99968 €.

Une provision de dépréciation complémentaire de 4048€ a été comptabilisée pour ramener la valeur nette comptable unitaire des 44 carnets restant à l'actif de 1500€ à 1408€.

Fonds propres

Ils comprennent :

le montant des biens légués ou donnés par M. Vincent BARRE au fonds soit 1 290 500€ :
510 500€ lors de la création du Fonds : 510 00€ et 500€ en liquidités
780 000€ par les dons complémentaires consentis en décembre 2021

sous déduction des résultats déficitaires des exercices écoulés.

Les biens apportés par Vincent BARRE figurent sous la rubrique Dotations pérennes consommables.
Ces dotations sont devenues consommables suite à un modification statutaire intervenue en juillet 2022
Ce changement permet au Fonds d'aliéner les oeuvres et d'utiliser les produits de cession au règlement des frais inhérents à l'activité du Fonds.

Dettes

Charges à payer

Elles recouvrent :

- les frais d'entreposage des oeuvres soit 4.800€ TTC par an
- la participation aux frais d'internet , téléphone, électricité, chauffage soit 1.920€ TTC par an
- les honoraires du Commissaire aux comptes pour 2024

Ces frais sont réglés par Vincent BARRE pour compte du fonds et sont facturés au Fonds . Les factures à recevoir pour les années 2023 et 2024 figurent en charges à payer pour un total TTC de 13440 €.

Les honoraires du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2023 ont été payés en 2024 . Les frais d'audit de 2024 sont provisionnés en charge à payer pour le même montant soit 1200 € TTC .

Il est précisé que les charges à payer sont enregistrées TTC, le fonds de dotation ne pouvant récupérer la TVA car n'exerçant pas d'activité lucrative assujettie.

Charges d'exploitation

En complément des charges évoquées ci-dessus, un devis pour la conception graphique de la publication pour l'exposition de Vincent Barre a été signée avec Nina Simonovic le 21 décembre 2024 pour un total TTC de 1200 €.
Une facture de 600€ relative à la première étape des travaux a été réglée en 2024 et figure en autres achats et charges externes.

Les services bancaires et assimilés qui s'élevaient en 2024 à 108,96€ sont reclassés en charges d'exploitation.

V Barre